Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/PCF-Abandon-de-notions

PCF : Abandon de notions fondamentales

- S'organiser... - 34eme congrès -

Date de mise en ligne : jeudi 20 novembre 2008

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

à vous de juger !

Abandon de la « dictature du prolétariat »

Rapport du Comité central au 22ème congrès de 1976 :

« Si la dictature du prolétariat ne figure pas dans le projet de document pour désigner le pouvoir politique dans la France socialiste pour laquelle nous luttons, c'est parce qu'elle ne recouvre pas la réalité, de notre politique, la réalité de ce que nous proposons au pays. »

« Contrairement à tout ceci, la dictature évoque automatiquement les régimes fascistes de Hitler, Mussolini, Salazar et Franco, c'est à dire la négation même de la démocratie. Ce n'est pas ce que nous voulons. Quant au prolétariat, il évoque aujourd'hui le noyau ; le coeur de la classe ouvrière. Si son rôle est essentiel, il ne représente pas la totalité de celle ci, et à plus forte raison l'ensemble des travailleurs dont Ie pouvoir socialiste que nous envisageons sera l'émanation. Il est donc évident que l'on ne pout qualifier de dictature du prolétariat ce que nous proposons aux travailleurs, à notre peuple. »

« En luttant aujourd'hui pour les transformations démocratiques prévues par le Programme commun, nous offrons la meilleure base au rassemblement des larges masses populaires, capable d'assurer le remplacement du pouvoir des monopoles par un pouvoir démocratique nouveau. »

« Dans notre pays, l'idée du Front populaire, qui devint réalité en 1936, ne se trouvait pas toute élaborée dans Marx ou dans Lénine. Elle se fondait sur les principes généraux du socialisme scientifique et sur une analyse concrète de la realité concrète. De multiples autres exemples pourraient etre pris qui montrent que notre démarche d'aujourd'hui puise son inspiration à la source vivante de la théorie et de la pratique révolutionnaires de notre mouvement. Tels sont les fondements de notre position, les raisons qui nous conduisent à proposer la voie démocratique définie par le projet de document. C'est aussi pourquoi la dictature du protétariat ne figure pas dans le projet de document. En conséquence, et comme l'ont demandé toutes les conférences fédérales, nous proposons au Congrès de décider l'abandon de cette notion (applaudissements). Nous proposons également au Congrès de charger le Comité central que nous allons élire de soumettre au prochain Congrès du Parti les modifications nécessaires à apporter au Préambule des Statuts. »

Rapport de la commission des amendements au 22ème congrès de 1976 :

« Elle est née de la décision soigneusement pesée du Comité cen¬tral de ne pas avoir recours à cette notion parce qu'elle ne correspond pas à notre conception du pouvoir socialiste dans la France que nous voulons et elle est née simultanement de la refléxion des membres du Parti sur cette absence. Cette façon de faire à favorisé la réflexion individuelle et Ia recherche collective, la liberté de la discussion et Ie rassemblement des opinions. Et à partir d'un moment, l'intervention du secrétaire général du Parti a encore - comme l'ont dit les camarades - stimulé, impulsé, enrichi les discussions. Bien plus : elle a puissamment contribué à intéresser les masses, l'opinion publique la plus large à notre Congrès à notre politique. Non, jamais débat fut moins organisé à la sauvette que celui la !

Le résultat de ce débat est la, clair, éloquent, impressionnant : sur 22 705 délégues à nos 98 conférences fédérales, 113 seulement ont voté contre l'abandon de la dictature du prolétariat et 216 se sont abstenus. »

Copyright © Le Vénissian

Abandon du « marxisme-léninisme »

Rapport de la commission des statuts au 23ème congrès de 1979 :

« C'est vrai d'une vue plus évolutive et plus active sur les problèmes du socialisme scientifique qui a conduit, tout en soulignant l'apport premier, essentiel de Marx et Engels, les développements considérables de Lénine, à renoncer à la formule marxisme-léninisme. Non pas pour atténuer le rôle immense des grands révolutionnaires qui ont élaboré les fondements de notre théorie, mais pour bien en souligner, comme l'a largement fait le rapport de Georges Marchais, le caractère vivant, en développement. Une théorie qui s'enrichit des apports dus à l'avancement du savoir et à l'expérience sociale sous tous ses aspects. »

Abandon du « centralisme démocratique »

Extraits du document « Le Manifeste » au 28ème congrès de 1994 :

« Les fondateurs du Parti communiste ont choisi pour principe de fonctionnement le centralisme démocratique. Ce principe a permis de se dégager de la pratique profondément antidémocratique des « tendances » à laquelle il ne peut etre question de revenir avec ses enjeux de pouvoir et ses compromis entre leaders qui cristallisent les positions et conduisent à ce que les adherents n'ont pas de prise réelle sur les choix de leur propre parti et à ce que les électeurs n'ont aucune assurance que les engagements qu'il prend seront tenus. Mais il correspond à une conception du combat révolutionnaire qui fut celle du Parti communiste, qui n'est plus la sienne, et qui dolt aujourd'hui être pleinement dépassée : celle qui attribuait à ce parti un role de direction de la transformation sociale et mesurait sa capacité de jouer ce role a son unité de pensée et d'action autour de la ligne politique décidée centralement. Cette conception conduisait à confondre unité et uniformité et donc à considérer comme des adversaires potentiels, à combattre, à mettre à l'écart des communistes sincères qui n'étaient pas d'accord avec cette ligne et le disaient. Le Parti communiste, ses militants le regrettent et ne veulent plus que de tels faits puissant se reproduire. Certes, l'application concrète de ce principe à beaucoup varié selon les époques. II fut un temps ou la direction du Parti exerça sur celui ci un pouvoir outrepassant celui que le centralisme démocratique lui conférait. Inversement, son renouvellement à amené dans les faits le Parti communiste à s'éloigner de plus en plus de ce principe, notamment à partir du 25e Congrès en 1985, lorsque fut décidé de distinguer les positions prises dans la tenue et la conclusion des débats politiques et les critères d'élection des dirigeants. La volonté politique qui marqua le 27e Congrès en 1990 de « travailler ensemble » à tous les niveaux du Parti entre communistes tels qu'ils sont, donc de sensibilités et d'opinions différentes, à constitué un tournant irréversible. Cette volonté à impliqué que le respect d'autrui, la totale liberté de ton, l'écoute mutuelle président aux rapports entre les adhérents, et que ceux ci deviennent de mieux en mieux les maitres de leur parti. A son 28e Congrès, le Parti communiste décide de tirer toutes les implications de ces évolutions. Il appelle tous ceux qui ont été membres du Parti communiste français ou qui se considèrent communistes de coeur à prendre ou à reprendre leur place au sein du PCF pour contribuer à son activité et à son renouvellement. Parce qu'il considère que c'est dans la démocratie, c'est a dire l'intervention consciente du peuple, de chaque individu, que réside la solution aux problèmes posés, il adopte des regles de vie entièrement conçues pour libérer les capacités d'initiative et de créativité des communistes, pour dépasser la coupure omnipresente dans notre société entre ceux qui décident et ceux qui exécutent, dirigeants et dirigés. »

Abandon de « la lutte pour le socialisme » comme projet de société

Discussions sur les amendements au document « Sur le projet du Parti communiste » au 29ème congrès de 1996 :

« Le terme de socialisme renvoyait à plusieurs notions. Il renvoie à un courant de pensée, courant de contestations de la société capitaliste née du socialisme utopique prolongées par les luttes sociales du XIXe siècle, nourries de

Copyright © Le Vénissian

l'espérance sociale qu'a fait naître la Commune, l'aspiration sociale qu'incarne le socialisme de Jaurès. Mais le socialisme exprime aussi une société de transition, une étape ou on changerait d'en haut les conditions économiques et matérielles de la société selon des critères prédéterminés, étape théorisée et modélisée à partir du stalinisme dans les pays de l'Est. La commission n'a pas voulu retenir ce qui fait référence à une étape théorisée. »

Extraits du document adopté au 29ème congrès de 1996 :

« C'est en ce sens que nous parlons de « dépassement du capitalisme » pour caractériser cette conception neuve de la révolution. Dépassement n'est pas adaptation : il ne s'agit en rien d'en rabattre sur l'objectif, qui est de passer à une autre organisation sociale. Mais il n'est pas non plus « abolition » brusque, par décret, dont l'histoire à montré qu'elle ne prémunit ni contre les tares de l'ordre ancien, ni meme contre sa restauration. Le terme de « dépassement » correspond à la conception d'un processus de transformation de la société dont le rythme, la durée dépendent du peuple qui permette de mettre en cause, jusqu'à les supprimer, l'exploitation, l'aliénation, les dominations, non pas en faisant table rase de la société actuelle, mais en s'appuyant, dans ce combat, sur le développement des acquis, besoins, potentiels de cette société. Nul ne peut prétendre définir à l'avance les constructions politiques et les ruptures par lesquelles cette transformation socialiste s'effectue, au rythme des luttes et des votes du peuple. »

à lire : Projet communiste pour la France
http://programme-prcf.over-blog.com/

Copyright © Le Vénissian